

MANIFESTATION SYNDICALE NATIONALE 21 SEPTEMBRE 2013 «HALTE AU DUMPING SALARIALE ET AU VOL DES RENTES» PLACE FEDERALE, BERNE

Alain Carrupt, coprésident syndicom
(Seul le texte prononcé fait foi)

Plus de respect pour les travailleuses et les travailleurs !

Chers-ères ami-es, cher-ères camarades

Combien de temps encore devons-nous constater que les riches et les supers riches continuent de s'en mettre plein les poches au détriment de l'emploi et des conditions de travail ?

Que les écarts salariaux continuent de se creuser ?

Que les attaques contre les rentes deviennent de plus en plus massives ?

Combien de temps encore devons-nous accepter que le stress et les problèmes de santé des travailleuses et travailleurs augmentent sans cesse ?

Que l'épuisement au travail prend une ampleur sans précédent et qu'au lieu d'y remédier, la Confédération est prête à assouplir les dispositions réglant le contrôle du temps de travail ?

Combien de temps encore ?

Ce ne sont pas les politiciens ni l'économie qui donneront une réponse satisfaisante à ces questions. Cette réponse nous appartient, cette réponse vous appartient. C'est à nous de dire, tous ensemble : ca suffit ! Nous ne sommes plus disposé-es à accepter cette situation intolérable.

Nous voulons la sécurité de l'emploi, nous voulons des salaires plus justes, de bonnes conditions de travail, de meilleures rentes et un état qui garantisse l'équité sociale.

Nous exigeons plus de respect pour les travailleuses et les travailleurs et nous nous opposerons avec détermination à toutes celles et tous ceux qui veulent démanteler leurs conditions de travail.

Demain, le peuple suisse ne se prononcera pas seulement sur une légère modification de la loi sur le travail mais bel et bien sur l'introduction de la journée de travail de 24 heures, 7 jours sur 7 dans le commerce de détail. Ne soyons pas dupes. L'enjeu de cette votation va bien au-delà de la seule thématique de l'horaire d'ouverture de quelques shops le long d'importants axes routiers. Cette proposition de libéralisation du travail de nuit dans les magasins de stations-service est le premier pas d'une vague de projets fédéraux pour une dérégulation générale des heures d'ouverture des commerces. Ensuite, très rapidement d'autres secteurs d'activité seront concernés. Cette stratégie a un but précis : vider petit à petit de sa substance l'interdiction de travailler la nuit ou le dimanche. Elle vise dans une

première étape le commerce de détail, mais à terme ce seront toutes les entreprises qui seront dans le collimateur.

Cette tendance n'épargne pas nos collègues de la Poste, dans la distribution ou au guichet. La pression augmente par exemple, pour que les paquets soient remis le soir et le week-end.

Les travailleuses et travailleurs méritent plus de respect.

Les saucisses à rôtir ne sont pas notre priorité. Nous plaçons l'être humain au centre de nos préoccupations. Les conditions de travail, la santé, la vie familiale et sociale passent avant l'achat de pizzas surgelées à trois heures du matin !

D'autant plus que la législation actuelle est suffisamment souple pour que les biens et services vraiment indispensables puissent être proposés à n'importe quelle heure, n'importe quel jour. De fait, pour ce qui n'est pas indispensable, attendre le lendemain est tout à fait raisonnable. Le superflu doit-il vraiment primer sur l'être humain ? Est-ce cela la société que nous souhaitons ?

Non, nous ne voulons pas de ces détériorations.

Nous continuerons de nous opposer aux attaques planifiées contre les conditions de travail. Nous dirons non dans les négociations, nous dirons non dans la rue, nous dirons non dans les urnes et chaque fois que cela sera nécessaire, nous dirons non par la lutte syndicale.